

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

WOENSDAG 8 MAART 2017

Voormiddag

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MERCREDI 8 MARS 2017

Matin

Le développement des questions et interpellations commence à 11.55 heures. La réunion est présidée par M. Jean-Marc Delizée.

De behandeling van de vragen en interpellaties vangt aan om 11.55 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer Jean-Marc Delizée.

01 Questions jointes de

- Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "la mise en place d'un code de conduite pour une plus grande transparence dans le secteur des opticiens" (n° 15114)

- M. Gautier Calomne au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "l'instauration d'un code de conduite dans le secteur des opticiens et des optométristes" (n° 15702)

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Kattrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de invoering van een gedragscode voor meer transparantie in de optieksector" (nr. 15114)

- de heer Gautier Calomne aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de invoering van een gedragscode in de sector van de opticiens en de optometristen" (nr. 15702)

01.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, les chiffres de l'Observatoire des prix montrent que depuis 2010, le prix des lunettes et des lentilles a augmenté de 10 % en Belgique alors qu'il a diminué dans la plupart des autres pays limitrophes. Le secteur comporte un grand nombre d'indépendants, ce qui peut expliquer cette hausse.

Monsieur le ministre, vous avez annoncé la mise en place d'un code de bonne conduite du secteur des opticiens dans le but d'encadrer ce secteur. Cette discussion, qui implique l'Association professionnelle des opticiens et optométristes de Belgique, s'attache à définir les critères essentiels sur l'information qui doit être transmise aux consommateurs, mais il sera aussi le reflet des discussions sur la valeur et le prix des lunettes. Ce code sera signé par l'ensemble des acteurs du secteur et sa bonne application sera contrôlée par l'Inspection économique.

Monsieur le ministre, quels bénéfices le consommateur pourrait-il retirer de la mise en place de ce code de bonne conduite? Entraînera-t-il une diminution du prix? Malgré l'aspect *soft law* d'un code de bonne conduite, à quelles sanctions l'opticien qui ne respecte pas ce code s'expose-t-il? Quand le code entrera-t-il en vigueur?

Je pense que si le code de bonne conduite voit le jour, il devrait tenir compte des pratiques de concurrence

déloyale de certains opticiens et de certains tiers.

01.02 Kris Peeters, ministre: Monsieur le président, madame Jadin, il convient de souligner le fait que ce code relatif à la vente des lunettes et des verres, signé le 27 décembre dernier, est contraignant mais non obligatoire et qu'il revient à chaque opticien d'y adhérer librement et volontairement. Celui qui s'y engage, mais qui ne l'applique pas, commet alors une pratique commerciale déloyale et s'expose dès lors à une sanction pénale de niveau 2 prévue par le Code de droit économique.

Le premier but du code est la bonne information du consommateur lui permettant de comparer les prix plus facilement ainsi que les offres et les prix proposés par les opticiens. Il me paraît logique que, grâce à une meilleure transparence, le code amènera une plus grande concurrence, ce qui est de toute évidence le but final. La transparence engendre une plus grande concurrence et en pratique cela signifie des prix raisonnables ou plus bas.

L'entrée en vigueur du code était immédiate. Tous les opticiens sont concernés et je leur rappelle mon invitation à y adhérer. À la date du 6 mars, 38 magasins avaient adhéré au code de conduite. Il revient à la fédération professionnelle ayant élaboré le code de conduite de le promouvoir auprès des professionnels. Je lui ai adressé une lettre à ce sujet.

Pour le reste, comme vous, j'espère qu'une plus grande transparence enrayera la situation déloyale à l'égard des opticiens malhonnêtes et sera profitable, non seulement pour les opticiens professionnels, mais également pour les consommateurs.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Merci monsieur le ministre. Monsieur Calomne n'étant pas présent, sa question devient sans objet.

02 Question de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "l'impact de la contrefaçon en Belgique" (n° 15476)

02 Vraag van mevrouw Kattrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de impact van namaakproducten in België" (nr. 15476)

02.01 Kattrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) a remis un rapport sur l'impact des produits de contrefaçon et la piraterie. Les chiffres au niveau européen sont interpellants puisqu'il est question, effet direct et indirect compris, d'une perte de plus de 83 milliards d'euros pour les 28 États membres. Les répercussions sont aussi conséquentes puisque cela occasionne une perte de près de 500 000 emplois dans les secteurs concernés.

La Belgique est aussi victime des objets contrefaits et de la piraterie puisque pas moins de 1,9 milliard d'euros sont perdus chaque année, causant une perte directe de plus de 8 800 emplois. Les secteurs principalement touchés sont ceux des vêtements de sport, des cosmétiques et des médicaments. En plus d'être une perte importante pour la Belgique, les produits contrefaits sont aussi dangereux pour le consommateur. C'est pourquoi il est essentiel d'y mettre un terme ou, du moins, de lutter efficacement contre la circulation de produits contrefaits.

Monsieur le ministre, le SPF Économie et les douanes ont fermé près de 3 000 sites vendant des produits contrefaits. Dans quelle mesure ces services peuvent-ils s'assurer que les sites ne seront pas recréés sous un autre nom de domaine? Quelles mesures peuvent-elles être prises pour empêcher définitivement des vendeurs de vendre leurs marchandises contrefaites sur internet? Quel est le budget alloué aux services traquant les vendeurs et les sites de contrefaçon? À vos yeux, est-il suffisant?

02.02 Kris Peeters, ministre: Monsieur le président, chère collègue, il est impossible d'empêcher l'apparition de nouveaux noms de domaines ou de sites web dans le domaine de la vente de contrefaçons. Toutefois, l'Inspection économique et la douane peuvent faire fermer un site web en cas d'infraction constatée. Cela se fait très rapidement en pratique. De cette manière, on décourage les vendeurs de contrefaçons à utiliser des noms de domaine ".be" ou ".eu" et on augmente la confiance dans ces

extensions.

Juridiquement, la directive européenne e-commerce ne permet pas de soumettre les magasins en ligne à un accord ou une autorisation préalable. En pratique, l'enregistrement d'un nom de domaine est presque immédiatement actif. En novembre 2016, il existait 1 519 extensions de noms de domaine différentes dans le monde. De plus, les vendeurs de contrefaçons changent régulièrement les fausses identités utilisées mais aussi d'agence d'enregistrement.

En ce qui concerne votre deuxième question, ce n'est que lorsque la pression nécessaire est exercée par tous les pays contre les vendeurs de contrefaçons en ligne qu'elle est efficace. La collaboration internationale est donc ici essentielle.

Au niveau international, différentes stratégies sont proposées à côté de la fermeture rapide des sites de vente. La suppression des moyens de paiement utilisés est également une piste envisagée. Cela signifie qu'on contacte par exemple Mastercard ou Visa pour empêcher que les vendeurs de contrefaçons puissent encore recevoir des paiements par carte de crédit. Cette piste est prometteuse mais ici aussi, les vendeurs de contrefaçons peuvent rapidement changer de fournisseurs de paiement et d'identité déclarée.

Pour ce qui est de votre troisième question, en ce qui concerne le SPF Économie, aucun budget spécifique n'est attribué au service en charge de la lutte contre la vente de contrefaçons. La Direction centrale Contrôle contrefaçons et veille sur internet, qui dépend de la Direction générale de l'Inspection économique, se compose de quatorze inspecteurs dont huit sont quasiment exclusivement en charge de la lutte contre la contrefaçon. Les moyens qui leur sont alloués sont intégrés dans les moyens globaux du SPF Économie.

02.03 Katrin Jadin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Je voudrais aussi préciser qu'un certain nombre de questions sont transformées en questions écrites et d'autres sont reportées.

Les questions n° 15830 de M. Van den Bergh, n°s 16078 et 16536 de Mme Cassart, n° 16193 de M. Degroote, ainsi que les questions n°s 16933, 16934, 16935, 16961, 16967 et 16968 de Mme Winckel sont transformées en questions écrites.

Les questions n° 16009 de Mme Fonck, n°s 16083, 16516 et 16520 de M. Calomne, n° 16251 de Mme Van Hoof et n° 16287 de Mme Van Cauter sont reportées.

Nous allons essayer de traiter les questions si possible jusqu'au point 11, en fonction des membres présents.

03 Vraag van de heer Johan Klaps aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de verzekeraar Ergo" (nr. 15847)

03 Question de M. Johan Klaps au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "l'assureur Ergo" (n° 15847)

03.01 Johan Klaps (N-VA): Mijnheer de minister, deze vraag werd al een tijdje geleden opgesteld. Ze gaat over Ergo. Eind vorig jaar hebben we vernomen dat de verzekeraar Ergo stopt met de verkoop van levensverzekeringen. Het is niet de enige maatschappij die dat doet, het is een trend in de sector. In het geval van Ergo zouden 200 van de 350 banen verloren gaan. Er zijn ook zo'n 800 zelfstandige agenten die levensverzekeringen van Ergo verkopen.

De impact van de beslissing op de agenten is nog niet volledig duidelijk, vooral op het vlak van commissieaansprakelijkheid. Ergoagenten hebben namelijk een commissieaansprakelijkheid van vijf jaar. Dat houdt in dat wanneer de klant binnen de vijf jaar opstapt, de agent een proportioneel deel van de opgestreken commissie moet teruggeven aan de maatschappij. Het doel hiervan is om agenten ertoe aan te zetten om hun klantenrelaties te onderhouden, wat op zich natuurlijk een logische doelstelling is. Indien de maatschappij de agent echter een uitwinningvergoeding geeft, zullen de Ergopolissen daarna niet meer via die agent verlopen. Het is dan ook moeilijk te stellen dat zij daarna nog verantwoordelijk zouden zijn voor het

opstappen van een klant, want ze beheren het contract niet meer. Bovendien heeft de maatschappij Ergo de herstructurering zelf aangekondigd. In België hebben Ergoagenten echter een contract met Ergo Partners, dat zelf een makelaar is van de maatschappij Ergo. Indien Ergo Partners het faillissement aanvraagt, wat niet onmogelijk is, is het ook niet duidelijk wie de factuur zal betalen.

Ik zou daarom graag van u vernemen of de commissieaansprakelijkheid van vijf jaar ook blijft gelden na opzeg door de principaal.

Wat gebeurt er met de factuur en alle kosten, indien de agent Ergo Partners zich failliet laat verklaren?

03.02 Minister **Kris Peeters**: Ergo is een verzekeringsonderneming in herstructurering. Aangezien ik alle ondernemingen die een belangrijke herstructurering doormaken, uitnodig voor een onderhoud, deed ik dat ook voor Ergo. Op 11 januari heb ik de CEO van Ergo op mijn kabinet ontvangen, waarbij hij tekst en uitleg gaf bij de geplande herstructurering. Hij bevestigde dat Ergo geen nieuwe levensverzekeringsactiviteiten zal aanbieden aan haar cliënten, maar wel van plan is zolang als nodig de organisatie in stand te houden om de bestaande cliënten de nodige diensten te verstrekken. Van een scenario waarbij de groep de Belgische dochter failliet zou laten gaan, is dan ook geen sprake volgens Ergo. De onderneming is in België bovendien niet verlieslatend. Uit de recentst gepubliceerde jaarverslagen blijkt dat er in 2015 nog een winst van 66 miljoen euro werd geboekt.

De CEO van Ergo heeft mij bevestigd dat voor de agenten naar diverse oplossingen wordt gezocht, samen met de partners die van hetzelfde netwerk gebruikmaken.

Wat de door u aangehaalde commissieaansprakelijkheid betreft, kan ik u enkel bevestigen dat het een conventionele regeling betreft tussen de verzekeringsondernemingen en hun agenten. Indien hieromtrent een geschil ontstaat, komt het de rechtbank toe om ter zake een beslissing te nemen.

03.03 **Johan Klaps** (N-VA): Bedankt voor uw antwoord, mijnheer de minister. Na het opstellen van mijn vraag heb ik nog positieve signalen gekregen uit de Ergogroep. Ik denk dat daar een constructief overleg aan de gang is. Op dit moment heb ik dus geen reden om te twijfelen aan de totstandkoming van een redelijk akkoord tussen de verschillende partijen.

Wel moeten we als wetgever toch eens nadenken over de specifieke clause van de commissieaansprakelijkheid. U stelt nu namelijk wel, terecht, dat de rechtbanken bevoegd zijn in geval van een conflict. Uiteraard is dat zo. We zitten hier echter met een mogelijk algemeen probleem. Niet alleen Ergo past die regel toe. Het is een wijdverbreid fenomeen in die specifieke sector. Er kan toch moeilijk van een agent verwacht worden dat hij verantwoordelijkheid blijft dragen voor een contract dat hij wettelijk niet meer mag behandelen en waarbij hij er zelfs geen inzage in heeft of premies al dan niet worden gestort, noch inzage heeft in de correspondentie tussen de maatschappij en de klant. Hij kan dus ook heel moeilijk aansprakelijk zijn voor het verdere verloop van het contract.

Wij moeten dus toch even bekijken hoe wij een en ander in de praktijk oplossen, opdat men niet telkens in individuele gevallen naar de rechtbank zou moeten stappen om het probleem te vermijden.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: De vragen nrs 16752, 16908 en 16972 van de heer Werner Janssen worden omgezet in schriftelijke vragen.

04 **Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "la politique de différenciation entre Israël et les colonies israéliennes" (n° 15974)**

04 **Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "het differentiatiebeleid ten aanzien van Israël en de Israëlische nederzettingen" (nr. 15974)**

04.01 **Gwenaëlle Grovonius** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, en 2016, les colonies israéliennes ont connu une très forte expansion. La construction de nouvelles unités de peuplement a augmenté de 40 % au cours des six premiers mois de l'année.

Le 23 décembre 2016, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté une résolution historique sur l'illégalité de la politique de colonisation israélienne. La résolution 2334 appelle à un gel immédiat de la colonisation israélienne et invite les États membres de l'ONU à mener une politique claire de différenciation.

La Chambre a également adopté une résolution, le 24 novembre 2016, qui demande au gouvernement fédéral d'approfondir cette politique de différenciation.

La mise en œuvre des mesures de communication interprétatives relative à l'indication de l'origine des marchandises issues des territoires occupés par Israël depuis juin 1967 n'est toujours pas effective, alors qu'elle date de novembre 2015.

Au sein de l'Union européenne, de plus en plus de voix appellent à approfondir la politique de différenciation. De plus, lors d'une question à ce sujet, en août 2016, vous m'aviez répondu: "Je suis également très sensible à cette problématique. Je renverrai donc cette recommandation européenne de 2014 aux opérateurs et j'informerai l'Inspection économique pour m'assurer qu'il sera mis fin à certains abus."

Monsieur le ministre, vous êtes-vous acquitté de cette tâche? Si oui, avez-vous reçu des réponses de la part des opérateurs contactés?

Afin de répondre plus spécifiquement à la recommandation du texte voté par la Chambre et à la nouvelle résolution des Nations unies, quelles mesures concrètes comptez-vous mettre dorénavant en œuvre afin de garantir cette politique de différenciation?

Enfin, je souhaiterais ajouter une nouvelle question car depuis le dépôt de ma question, j'ai été informée qu'un produit avait clairement été identifié comme ayant un mauvais étiquetage. Il s'agit d'un vin vendu dans les supermarchés Delhaize, le vin du Golan Heights Winery. Ce vin n'est pas correctement étiqueté. La production et la mise en bouteilles de ce vin sont effectuées à Katzrin dans le Golan occupé. Or, la mention indiquée est "Wine of Israel". Delhaize Wine World a désormais séparé les bouteilles, les plaçant dans une catégorie "Golan Heights", mais les consommateurs ne sont pas tous censés savoir que les Hauteurs du Golan sont un territoire occupé et que le producteur israélien cultivateur se rend donc coupable de violation du droit international.

En toute logique, ce produit devrait être étiqueté "Produit du Golan, colonie israélienne" ou d'une manière qui permet au consommateur de faire un choix en connaissance de cause. Je souhaitais attirer votre attention sur cet élément et savoir ce que vous pourriez faire dans ce cadre.

04.02 Kris Peeters, ministre: Monsieur le président, chère collègue, je connais très bien votre sensibilité concernant ce sujet. J'y suis également sensible.

La mise en œuvre de la résolution 2334 de l'ONU et de celle de la Chambre des représentants doit être discutée au sein du gouvernement, sur l'initiative du ministre des Affaires étrangères.

Quant à la mise en œuvre de la recommandation relative à l'étiquetage des produits provenant des territoires occupés, elle relève des entreprises qui sont responsables de l'étiquetage des produits qu'elles mettent en vente, et non pas directement de mes compétences. Mais comme je suis, comme vous, très sensible à la question, j'ai déjà pris quelques initiatives dont j'espère qu'elles produiront des résultats rapides. Mon administration en tient compte dans le cadre de ses missions lorsqu'elle contrôle la légalité dans ces matières.

04.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, je vais reprendre l'expression de M. de Lamotte: c'est un peu une réponse en solde. Je vous en remercie néanmoins. J'aurais apprécié d'en savoir davantage sur ces mesures concrètes visant à veiller à l'application claire de la différenciation.

J'attire votre attention sur le cas concret que je viens de vous soumettre, à propos de ce vin vendu par Delhaize. Je reviendrai vers vous pour savoir ce qui aura été fait par votre administration pour répondre à cette problématique. Le consommateur est incorrectement informé dans un contexte où il y a violation grave du droit international.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Les questions n^{os} 16526 et 16794 de M. Johan Klaps sont transformées en questions écrites.

05 Vraag van mevrouw Maya Detiège aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de soldenwetgeving" (nr. 16010)

05 Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "la législation sur les soldes" (n° 16010)

05.01 Maya Detiège (sp.a): Mijnheer de minister, de soldenperiode is dan wel voorbij, maar het blijft toch wel een heel belangrijk item.

Tijdens de soldenperiode worden een aantal vreemde verkooptechnieken gebruikt. Zo merkten klanten van Media Markt op dat bepaalde zogezegd afgeprijsde artikelen duurder waren dan vóór de solden.

Test-Aankoop noemt dit terecht misleidend, maar de verantwoordelijken van Media Markt zelf zeggen dat ze alle regels volgen. Volgens hen wordt er binnen het kader van de complexe soldenwet gewerkt. Meer zelfs, Media Markt beweert dat altijd de laagste prijs wordt aangeboden en dat dit volgens hen zorgt voor uitzonderlijke gevallen.

Ik heb de soldenwetgeving even uitgepluisd en ze is blijkbaar interpreteerbaar naar eigen goeddunken. Het is uiteraard niet de laatste prijs die telt om korting op te geven, want anders verhoogt elke handelaar zijn prijzen net voor de solden.

Vroeger stond in de wet een referentieprijs gedefinieerd waarop een korting mocht worden gegeven. De referentieprijs van het product was de laagste prijs die werd toegepast gedurende de maand die voorafging aan de start van de solden.

Vandaag is er geen sprake meer van een duidelijk gedefinieerde referentieprijs. Het gevolg is dat elke winkel die referentieprijs zelf mag bepalen. Dus wat deed Media Markt? Het bedrijf berekende de soldenprijs als een prijs die lager is dan de hoogste prijs van dat product in de laatste drie maanden. Er werd ook melding gemaakt van gelijkaardige praktijken bij ketens zoals Decathlon, Hema, Makro, Vanden Borre, Kréfel en Torfs.

Deze werkwijze toont aan dat de soldenwetgeving heel complex, ondoorzichtig en moeilijk controleerbaar is. Hoe kan immers zonder duidelijk gedefinieerde referentieprijs worden gecontroleerd of een korting wel degelijk werd toegepast, of hoe kan worden gecheckt of de handelaar zijn prijzen enkele dagen voor de aankondiging van een valse promotie niet heeft verhoogd?

Elke situatie moet blijkbaar geval per geval worden geëvalueerd om te bepalen of de promotie bedrieglijk is of niet, wat vermoeiend is voor de inspecteurs van de FOD Economie.

Een tweede punt dat ik wil aanhalen, is dat een aantal klanten bovendien heeft gesignaleerd dat er een vorm is van ontoelaatbare praktijk. Ik kan zelfs over bedrog spreken, wat misschien een heel akelig woord is. Het bleek immers dat Media Markt tweedehandstoestellen als nieuw verkocht.

Iemand kocht bijvoorbeeld een laptop, waarop nog honderden privéfoto's van een vorige eigenaar van het toestel stonden. Dat geval is nog op het nieuws geweest. De betrokkene was terecht in shock.

Mijnheer de minister, daarom heb ik de hiernavolgende vragen voor u.

Ten eerste, bent u bereid de complexe soldenwetgeving te vereenvoudigen met dezelfde regels voor alle winkels? Op die manier kan de consument een duidelijke en eerlijke prijsvergelijking maken. Een dergelijke vereenvoudiging is eenvoudiger voor de winkels. Er is immers geen discussie meer mogelijk. Ze is ook makkelijker controleerbaar voor de inspecteurs.

Ten tweede, waarom is de referentieprijs niet gewoon de laagste prijs, en niet de laatste prijs, van een bepaald product binnen een periode van de laatste drie maanden vóór de solden? Ik vraag dat bewust omdat er opmerkingen waren over de periode daarvoor. Het Hof van Justitie van de Europese Unie oordeelde dat de oorspronkelijke maatregel te streng was.

Daarom doe ik aan u een voorstel om de zaken simpel te houden, namelijk het hanteren van een periode van de laatste drie maanden in plaats van één maand voorheen.

Ten derde, hoe treedt de Economische Inspectie op tegen de verkoop van als nieuw geafficheerde tweedehandstoestellen? Wat doet zij daarmee?

Ten vierde, hoeveel klachten heeft de Economische Inspectie tijdens de soldenperiode gekregen? Wat is het resultaat van het onderzoek naar die klachten?

Een deel van het antwoord heb ik al in de krant gelezen. Ik wil niettemin graag vandaag uw antwoord horen.

05.02 Minister **Kris Peeters**: Mevrouw Detiège, daarstraks heb ik al geantwoord dat ik samen met mijn collega, Willy Borsus, de volgende weken en maanden zal bekijken welke initiatieven wij kunnen nemen op het vlak van de presolden, de solden en de sperperiode.

Wat uw vraag over de solden betreft, wil ik nog even het arrest van het Europees Hof van Justitie van 10 juli 2014 in herinnering brengen. Ik heb daarstraks ook al naar dit arrest verwezen. Als gevolg van dit arrest hebben wij de specifieke Belgische bepalingen inzake de aankondiging van prijsverminderingen moeten opheffen. Deze bepalingen waren strijdig bevonden met het Europees recht.

Handelspraktijken kunnen enkel op basis van de wetgeving inzake oneerlijke handelspraktijken worden aangepakt. Dit brengt met zich mee dat de inspectiediensten geval per geval moeten toetsen op basis van de algemene regels inzake oneerlijke handelspraktijken. In casu is het principe van toepassing dat aangekondigde prijsverminderingen niet misleidend mogen zijn. Dit heeft als gevolg dat er geen wettelijke regels over een referentieprijis kunnen worden opgelegd binnen de soldenperiode, evenmin als voor aankondigingen van prijsverminderingen op andere ogenblikken.

Tot op heden werden negen klachten ontvangen die werden onderzocht. In acht gevallen loopt dit onderzoek nog. In één geval werd de klacht na onderzoek ongegrond bevonden.

Wat de praktijk betreft van gebruikte goederen die als nieuw worden verkocht, wanneer de Economische Inspectie die praktijk vaststelt, zal dit aanleiding geven tot de opstelling van een proces-verbaal wegens misleidende praktijken. De correctionele boetes voor dergelijke praktijken kunnen oplopen tot 80 000 euro.

Voor de rest meen ik, mevrouw Detiège, dat u nog even geduld moet hebben en wachten op onze voorstellen tot aanpassing van de wetgeving.

05.03 **Maya Detiège** (sp.a): Mijnheer de minister, ik ben blij dat er effectief pv's kunnen worden opgesteld als het echte fraude betreft. Dingen verkopen als nieuw die dat niet zijn, is echt onaanvaardbaar. Ik ben dan ook blij dat daaraan serieuze bedragen gekoppeld zijn, zodat dat een afschrikkingseffect heeft. Misschien moeten wij nog eens herinneren aan een aantal bedrijven wat de sancties kunnen zijn in dezen.

Ik ben ook verheugd dat u met minister Borsus initiatieven wilt nemen omdat die problemen inzake misleiding toch regelmatig opduiken. Voor de consument is het altijd heel onaangenaam als hij merkt dat een artikel een maand eerder goedkoper was dan vandaag. Zo'n gevoel bij het shoppen is terecht onaanvaardbaar.

Ik heb het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie heel goed gelezen. Ik begrijp wel dat als iets te streng wordt bevonden, het Hof dat dan terugfluit. Dat heeft het ook gedaan. Vandaag is het echter wel heel chaotisch. Iedereen kan het doen en interpreteren zoals hij wil. Daarom vraag ik dat u de moeite doet om een goed initiatief te nemen en doe ik al een voorstel in die zin om te kijken wat men kan doen om dat op te lossen. Daarom stelde ik voor het niet op één maand te doen, want dan is het te streng, maar tijdens een bredere periode bijvoorbeeld. Mijn voorstel in dezen was drie maanden. Ik zie u knikken, dus u neemt het mee, denk ik. Het zal nog worden vervolgd.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

06 **Question de M. Jean-Jacques Flahaux au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de**

l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "le surcoût des petits emballages" (n° 16174)

06 Vraag van de heer Jean-Jacques Flahaux aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de extra kosten voor kleine verpakkingen" (nr. 16174)

06.01 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le président, monsieur le vice-premier ministre, tout invite à adopter une attitude responsable en matière de consommation: diminuer la quantité de déchets, diminuer son empreinte écologique, diminuer le montant de ses achats pour vivre plus confortablement. Pourtant, en matière de consommation alimentaire, s'il est une catégorie qui n'y est pas encouragée, ce sont bien les célibataires et les isolés.

Le Bureau du Plan a annoncé hier que nous serons 13 millions d'habitants en 2060 en Belgique, dont la moitié d'isolés. Or ces derniers paient fort cher leur nourriture lorsqu'ils cherchent à répondre aux objectifs que je viens de décrire, en achetant des portions adaptées à leur situation. Les petits conditionnements sont en effet bien plus chers lorsqu'on observe leur prix au kilo que les conditionnements pour une famille. Parfois, la différence entre un conditionnement pour une personne et un conditionnement de quantité double est même d'un seul cent! Il y a donc de quoi décourager les isolés, qui représentent aujourd'hui 20 % de nos concitoyens, de s'engager dans des acquisitions responsables et éviter le gaspillage alimentaire.

Le responsable de Comeos a répondu à mon collègue Rob Beenders, député sp.a au Parlement flamand qui, après avoir mené une enquête sur ce sujet, l'avait interpellé pour en débattre, que le commerce avait consenti de grands efforts pour s'adapter au changement de composition des ménages, afin de faciliter la vie des clients et éviter le gaspillage alimentaire. Il lui a aussi opposé la liberté des prix comme règle pour décliner toute intervention et négociation d'accord afin de maintenir les prix bas en faveur des personnes seules. Un des arguments opposés est le fait que les coûts fixes que représentent notamment le conditionnement, l'étiquetage, l'emballage ou la manutention pèsent inévitablement plus dans le prix d'une portion individuelle que dans celui d'un emballage familial.

Monsieur le vice-premier ministre, pour clarifier la situation, pouvez-vous nous informer sur la réalité des coûts fixes générés par les petits contenants en regard de ceux liés aux contenants familiaux? De même, comment pouvez-vous agir pour faire évoluer les factures d'eau et d'énergie afin qu'elles ne soient plus aussi inégales dans la part de revenus qu'elles mobilisent selon la composition des ménages? Il arrive en effet que le coût de la matière consommée soit inférieur au coût d'abonnement et taxes. Une égalité parfaite en ce domaine est, sans aucun doute, impossible mais à défaut d'égalité, comment comptez-vous agir pour rétablir une plus grande équité entre tous les Belges sur cette question? Je rappelle ici que 50 % de la population en Belgique sera composée d'isolés en 2060.

06.02 Kris Peeters, ministre: Monsieur le président, monsieur Flahaux, bien que cela ne soit pas évident, je vais tenter de vous fournir des informations afin de répondre à votre question.

Les prix des petits conditionnements, souvent au kilo ou au litre, sont en effet plus élevés que les conditionnements pour une famille.

Le prix payé par le client final est la résultante de plusieurs facteurs: le prix du fabricant, le prix des intermédiaires dans la chaîne de distribution et la marge commerciale que prend le détaillant. Il est également important de souligner que le prix des matières premières n'est pas le seul élément qui intervient dans la fixation des prix. D'autres coûts comme les salaires, l'énergie, l'emballage et le transport jouent aussi un rôle important.

L'analyse de la structure du coût du produit final de l'industrie alimentaire montre déjà que la part des produits agricoles se situe entre 4 % pour les huiles et graisses et 27,3 % pour l'industrie de la viande.

En ce qui concerne les produits alimentaires transformés, comme le pain et les produits à base de sucre et de chocolat, ainsi que les boissons alcoolisées et non alcoolisées, la part des produits agricoles affiche un taux inférieur à celui observé pour les produits alimentaires avec un processus de transformation moins complexe. Dans le dernier maillon avant la vente au consommateur, le commerce de détail, la part du produit de base diminue davantage.

En ce qui concerne les factures d'eau, la politique des prix est une compétence transférée aux Régions

depuis le 1^{er} juillet 2014, à la suite de la sixième réforme de l'État.

Quant au secteur de l'électricité et du gaz, il est libéralisé. C'est un secteur où les factures comportent plusieurs composantes qui relèvent de la compétence des différentes entités. Le prix de la fourniture de l'électricité et du gaz est fixé par les fournisseurs. Le niveau fédéral est compétent pour la TVA et le coût du transport. Comme vous le savez, les Régions sont compétentes pour le coût de la distribution et les taxes régionales.

Le fonctionnement de ce marché libéralisé est soumis à la surveillance des régulateurs fédéral et régionaux. Le régulateur fédéral a parmi ses missions d'approuver le tarif du transport. Les régulateurs régionaux sont chargés d'approuver les tarifs du réseau de distribution. Pour la plus grande partie de la facture, je ne dispose donc pas de levier pour agir sur la problématique que vous avez soulevée.

Néanmoins, je tiens à vous signaler que la cotisation fédérale qui est levée sur l'électricité et le gaz par le gouvernement ne se base que sur la consommation du ménage. Cela vaut aussi pour la surcharge qui est payée pour l'énergie renouvelable produite en mer du Nord.

06.03 Jean-Jacques Flahaux (MR): Monsieur le ministre, je me rends compte que c'est un domaine extrêmement vaste que j'ai osé aborder aujourd'hui. Je ne doute pas que vous serez attentif au fait que cela représente une part de plus en plus importante de notre population. Je vous remercie.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

07 Question de Mme Sybille de Coster-Bauchau au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "la simplification de la circulation des prestataires de services au sein de l'Union européenne" (n° 16372)

07 Vraag van mevrouw Sybille de Coster-Bauchau aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de vereenvoudiging van het vrije verkeer van dienstverleners in de Europese Unie" (nr. 16372)

07.01 Sybille de Coster-Bauchau (MR): Monsieur le vice-premier ministre, nous le savons, l'économie européenne, et la belge plus encore, repose en large part sur le secteur tertiaire. Consciente que stimuler les échanges est favorable à la croissance et la productivité, la Commission européenne a d'ailleurs émis plusieurs directives dès 2006 afin d'abaisser les barrières internes aux services dans l'Union.

Selon une étude menée entre 2014 et 2016, il apparaît que les États qui ont ouvert leur marché, ont vu l'emploi et les prix s'améliorer. La Banque mondiale estime par ailleurs que cette ouverture augmenterait la productivité de 5 %. Cependant, on peut constater que neuf emplois de services sur dix restent cloisonnés à leur pays d'origine. Il apparaît également que dix ans après le vote de ces directives, seul un tiers des mesures prévues a en moyenne été transcrit en droit national par les États membres. Pour encore faciliter les démarches permettant à des entrepreneurs de services d'exercer dans un autre État, la Commission a proposé début janvier une série de nouvelles mesures qui devront recevoir l'aval du Conseil et du Parlement européens, qui mettent notamment en place un système centralisé de transmission des informations entre États, ainsi qu'une carte électronique de services, réduisant considérablement la paperasserie à traiter tant par l'administration que par l'utilisateur.

Je voulais donc vous demander, monsieur le vice-premier ministre, où en était la Belgique au niveau de la transposition de l'ensemble des mesures prévues par la directive Services de 2006? Quels sont les obstacles et problèmes rencontrés dans la mise en œuvre efficace et équilibrée de ces mesures? Par ailleurs, comment le gouvernement actuel accueille-t-il les nouvelles propositions de la Commission européenne en la matière? Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

07.02 Kris Peeters, ministre: Monsieur le président, madame de Coster-Bauchau, je serai bref.

Je puis vous livrer plus d'informations sur la directive Services, qui a été intégralement transposée le 10 novembre 2011, mais je pense que le plus important à savoir pour vous – enfin, je l'espère! – est que le paquet Services présenté par la Commission européenne le 10 janvier dernier doit faire l'objet d'un examen approfondi.

Pour ma part, je suis favorable à l'instauration d'une carte électronique de services à la condition qu'elle constitue une véritable simplification administrative et surtout, qu'elle ne génère pas de charges supplémentaires, tant pour les administrations que pour les entreprises.

07.03 Sybille de Coster-Bauchau (MR): Monsieur le vice-premier ministre, je vous remercie de cette précision. Il me semble en effet important que l'on n'alourdisse pas davantage les procédures administratives. J'espère que cette carte permettra de rendre des services encore plus efficaces au secteur tertiaire de notre pays.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 Questions jointes de

- **M. Gautier Calomne** au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "la clause 'parité étroite' dans le secteur de l'horeca" (n° 16520)

- **M. Dirk Janssens** au vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, sur "le site internet Booking.com" (n° 16568)

08 Samengevoegde vragen van

- **de heer Gautier Calomne** aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de zogenaamde pariteitsclausule in de horecasector" (nr. 16520)

- **de heer Dirk Janssens** aan de vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, over "de website Booking.com" (nr. 16568)

08.01 Dirk Janssens (Open Vld): Mijnheer de minister, er rijzen toch vragen over de bevoegdheid in verband met mijn vraag. Ik heb die vraag gericht aan u en aan de heer Borsus. Ik vernam dat ik de vraag aan de heer Borsus moest stellen en uiteindelijk zal ik ze nu twee keer hebben gesteld.

Wat is het probleem? De website Booking.com zorgt voor een derde van alle boekingen voor een hotelkamer, maar toch zijn de Belgische hotels niet tevreden over boekingsplatformen zoals Booking.com en Expedia. Hotels moeten immers een forse commissie aan hen betalen. De hotels mogen evenwel geen lager tarief hanteren dan de tarieven die op de boekingssites vermeld staan.

De Belgische hoteliers beweren dat zij worden gegijzeld door onlineaanbieders en niet langer meester zijn over de prijzen. In Frankrijk en Duitsland mogen hotels wel lagere prijzen aanbieden dan Booking.com.

Mijnheer de minister, bent op de hoogte van de klachten ter zake van onze hoteliers? Zult u maatregelen nemen? Welke?

08.02 Minister Kris Peeters: Collega Janssens, mijn excuses voor het feit dat u van het kastje naar de muur bent gestuurd. Ik hoop dat mijn antwoord u nu voldoening zal geven. Dat zal natuurlijk pas blijken na mijn antwoord.

Ten eerste, ik kan u bevestigen dat ik op de hoogte ben van de klachten van de hoteliers over de prijsclausules die door Booking.com gehanteerd worden. De Belgische horecafederaties hebben mij hierover trouwens aangeschreven. Ik volg dit dossier van zeer nabij.

Ten tweede, ik kan u meedelen dat de Belgische Mededingingsautoriteit in nauwe samenwerking met de Europese Commissie en met de andere nationale mededingingsautoriteiten dit dossier actief opvolgt. Zij zijn vorig jaar bepaalde verbintenissen aangegaan met Booking.com. Als gevolg hiervan heeft Booking.com onder meer op de Belgische markt zijn commerciële praktijken aangepast.

De betrokken Europese mededingingsautoriteiten voeren op dit moment samen met de Europese Commissie een marktmonitoring uit. Deze monitoring heeft tot doel te onderzoeken of de afgesproken verbintenissen een positief effect hebben op de markt.

Eind maart verschijnt er een rapport over deze monitoring. De betrokken mededingingsautoriteiten hebben afgesproken om in afwachting van dit rapport geen onderzoek te openen naar Booking.com.

Prijspariteitsclausules zijn een voorbeeld van praktijken die aantonen dat men ook in België nood heeft aan een betere B2B-bescherming. In overleg met collega Willy Borsus werk ik aan een algemeen wettelijk kader hiervoor. Onder meer de wettelijkheid van prijspariteitsclausules kan in dit verband meegenomen worden.

Ik hoop dat u hiermee toch een antwoord hebt gekregen. Ik ga ervan uit dat u het onderwerp opnieuw zult aansnijden, als het rapport er is. Ik zal daar dan graag commentaar bij geven. Nog belangrijker is de verdere uitwerking van de regeling betreffende B2B.

08.03 Dirk Janssens (Open Vld): De zaak is me wat duidelijker maar tegelijk ook onduidelijker geworden. Ik verklaar me nader. Uw collega, minister Borsus, heeft gezegd dat hij eerst zal overleggen met de sector. Pas als uit die gesprekken niets uit de bus komt, volgt er een wettelijk initiatief. Als ik u goed begrijp, zegt u dat u al een stap verder denkt. Dat toont aan dat de bevoegdheden nog niet helemaal exact verdeeld zijn. Ik ben echter tevreden met uw antwoord en zal het onderwerp van nabij blijven volgen.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Monsieur le ministre, je pense que nous pouvons clôturer nos travaux pour ce matin. Merci à vous.

La réunion publique de commission est levée à 12.42 heures.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.42 uur.